

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Chers collègues de l'I.I.O.,

Je tiens ici à répéter les informations contenues dans ma lettre du mois de mars concernant la réunion du Groupe de travail élargi (GTE) qui s'est tenue du 29 au 31 mars 2007, à Edmonton (Alberta, Canada).

Vous savez que, suite au rapport soumis par le premier Groupe de travail à la réunion annuelle 2006 du Conseil d'administration à Barcelone, j'avais demandé, en décembre 2006, aux membres du GTE d'étudier divers sujets pour la réunion de mars 2007 à Edmonton: entre autres, le recrutement de nouveaux adhérents et les services à leur proposer, les publications et les contributions de la part de spécialistes de l'ombudsman, les relations internationales, le site Internet, les questions administratives, les modifications à apporter au Secrétariat, et le financement et le fonctionnement de l'I.I.O.

Les membres ci-après étaient présents à cette réunion: M. le doyen David Percy (Trésorier), Mme Alice Tai (Secrétaire), M. Song Chul-ho (V.-P. Région Asie), M. Peter Kostelka (V.-P. Région Europe), M. André Marin (V.-P. Région Amérique du nord), M. Bruce Barbour (V.-P. Région Australasie et Pacifique), M. Gord Button (Ombudsman de l'Alberta), Mme Diane Callan (Administratrice de l'I.I.O.) et moi-même.

Cette réunion a été très productive, et cette lettre en présente les grandes lignes et l'avancement des préparatifs pour la réunion du Conseil d'administration qui aura lieu en novembre 2007, à Sydney (Nouvelle-Galles-du-Sud, Australie).

Tout d'abord, et fait d'importance, M. le doyen Percy a annoncé que la faculté de Droit de l'université de l'Alberta ne serait plus en mesure d'héberger le siège de l'I.I.O. après 2009. L'I.I.O. a largement bénéficié du soutien de cette faculté depuis près de 30 ans, et nous tenons à remercier l'université de l'Alberta pour toute l'aide qu'elle a apportée à l'avancement de la communauté internationale des ombudsmans. M. le doyen Percy nous a assuré que, pour garantir la continuité de notre Institut, la faculté de Droit continuerait à le soutenir au cours de cette période de transition.

Par conséquent, le Groupe de travail et le Conseil d'administration de l'I.I.O. doivent désormais porter leur attention à la recherche d'un nouveau siège/secrétariat pour notre Institut. Le GTE a commencé à évaluer les meilleurs moyens de procéder d'ici la réunion du Conseil d'administration de novembre à Sydney. En collaboration avec le Conseil d'administration, nous travaillerons sur un modèle de Secrétariat et définirons des critères adéquats afin de lancer un appel de candidatures. Ce processus devrait permettre au Conseil de sélectionner une de ces candidatures, au cours de sa réunion de 2008. Tous nos adhérents auraient alors l'occasion d'exprimer leur opinion sur ce sujet lors d'un vote qui aura lieu pendant l'Assemblée générale du prochain Congrès international de l'ombudsman (en 2009, à Stockholm en Suède).

D'autre part, voici certaines des priorités sur lesquelles nous nous sommes mis d'accord au cours de cette réunion du GTE:

- Encourager les publications électroniques pour communiquer plus rapidement et plus efficacement avec tous nos adhérents;
- Identifier des manières d'élargir et d'améliorer notre site Internet;
- Améliorer la qualité de l'information que les adhérents et les vice-présidents régionaux communiquent au Secrétariat;
- Chercher des moyens d'améliorer nos relations avec les organisations internationales;
- Étudier les avantages d'établir des principes de bonne administration et de publier des documents sur ce thème qui soient utiles aux adhérents de l'I.I.O.

En mai, j'ai reçu une invitation de la part de M. Gord Button, Ombudsman de l'Alberta et Président du Conseil canadien des ombudsmans parlementaires (CCOP), de participer à l'assemblée générale annuelle de ce Conseil. Celle-ci a eu lieu à Winnipeg (Manitoba, Canada) sous l'égide de Mme Irene Hamilton, Ombudsman du Manitoba. J'ai ainsi eu l'occasion de revoir mes collègues ombudsmans des provinces canadiennes et de rencontrer ceux et celles nouvellement nommés. J'y ai aussi rencontré M. André Marin, Ombudsman de l'Ontario, membre du CCOP et Vice-président de l'I.I.O. (Région Amérique du Nord). M. Marin et moi avons discuté du rapport du Groupe de travail et de l'avenir de l'I.I.O. D'autres membres de l'I.I.O. étaient également présents à cette assemblée générale: M. Dwight Bishop (Nouvelle-Écosse), M. Barry Fleming (Terre-Neuve et Labrador), Mme Raymonde Saint-Germain (Québec), M. Kevin Fenwick (Saskatchewan), Mme Kim Carter (Colombie-Britannique), et M. Bernard Richard (Nouveau-Brunswick). Au cours de cette assemblée générale, M. Richard, le Président du Forum canadien des ombudsmans (FCO), a été élu pour remplacer M. Button à la présidence du CCOP. À la fin du mois de mai, lors de l'assemblée générale du FCO qui s'est tenue à Montréal, M. Marin a remplacé M. Richard à la présidence du FCO.

Le Conseil d'administration et les membres de l'I.I.O. préparent activement la réunion annuelle du Conseil qui aura lieu en novembre à Sydney sous l'égide de M. Bruce Barbour, Ombudsman de la Nouvelle-Galles-du-Sud (Australie). Veuillez faire part à vos représentants élus au Conseil de toutes les suggestions ou questions que vous aimeriez voir abordées au cours de cette réunion.

Sincèrement,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bill Angrick', with a stylized, cursive script.

Bill Angrick
Président

SOUMISSION DE PROPOSITIONS POUR L'ORGANISATION DU CONGRÈS 2012 DE L'I.I.O.

Le 9^e Congrès international de l'I.I.O. sera organisé à Stockholm (Suède) en 2009 à l'occasion du 200^e anniversaire de la création de l'institution de l'ombudsman en 1809 en Suède. Après 2009, l'I.I.O. reprendra son programme normal de congrès quadriennal: le 10^e Congrès aura donc lieu en 2012, et nous encourageons tous les membres institutionnels de l'I.I.O. à soumettre des propositions d'organisation à Mme Alice Yuen Ying Tai, Secrétaire de l'I.I.O., à l'adresse ci-dessous:

Mme Alice Yuen Ying Tai
Ombudsman, Hong Kong, China
30/F China Merchants Tower
Shun Tak Centre
168-200 Connaught Road Central
Hong-Kong, Chine
Tél.: 852-2629-0501
Télécop.: 852-2956-0625
Courriel: ayytai@omb.gov.hk

ESPAGNE: LA RÉGION DE LA RIOJA ÉTABLIT UNE INSTITUTION DE *DEFENSOR DEL PUEBLO* (OMBUDSMAN AUX DROITS DE L'HOMME)

En Espagne, la région autonome de la Rioja a établi une institution de *Defensor del Pueblo* (Ombudsman aux droits de l'Homme). Sa juridiction est définie par la section 6/2006 (2 mai 2006) de l'Article 22 des Statuts d'autonomie de cette région. Le *Defensor del Pueblo* est un haut commissaire du parlement régional de la Rioja, et il est nommé par ce parlement.

Mme María Bueyo Díez Jalón est le premier Ombudsman de la Rioja, et elle est entrée en fonctions le 28 décembre 2006. Pour complément d'information, veuillez vous référer à la section «Nominations, départs à la retraite, anniversaires, récompenses, etc.» ci-après.

LA HONGRIE PROCÈDE À DES MODIFICATIONS DANS LA STRUCTURE DE SON INSTITUTION DE L'OMBUDSMAN AUX DROITS DE L'HOMME

En mai 2007, le parlement hongrois a aboli le poste de Directeur général du Commissariat aux droits des citoyens, qui était l'un des quatre postes d'ombudsmans aux droits de l'Homme de Hongrie. Des discussions parlementaires ont lieu actuellement pour définir les responsabilités de l'ombudsman qui le remplacera: on pense à un ombudsman pour les générations futures, par exemple, un ombudsman à l'environnement. Des détails sur les pouvoirs et les fonctions de ce nouvel ombudsman seront annoncés à l'automne.

Pour complément d'information, consultez l'article en ligne du service de la BBC (17 mai 2007).

LE GOUVERNEMENT CANADIEN CRÉE UN BUREAU FÉDÉRAL D'OMBUDSMAN DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET UN OMBUDSMAN FÉDÉRAL DES ANCIENS COMBATTANTS

En mars 2007, le parti conservateur qui est au pouvoir au Canada a créé un bureau fédéral d'Ombudsman des victimes d'actes criminels. En voici le mandat: faciliter l'accès aux programmes et aux services actuels du gouvernement fédéral, veiller à ce

que le gouvernement fédéral s'acquitte de ses obligations législatives et administratives, traiter des plaintes des victimes dans le respect de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (*Corrections and Conditional Release Act*) qui s'applique aux victimes sous supervision fédérale, cerner les questions émergentes et étudier les problèmes systémiques touchant les victimes d'actes criminels. Tout en agissant de façon indépendante des ministères fédéraux responsables des questions relatives aux victimes (ministères de la Justice et de la Sécurité publique), cet ombudsman sera nommé par le Gouverneur du Conseil (Cabinet/exécutif) et soumettra ses rapports et recommandations aux ministres de la Justice et de la Sécurité publique.

En avril, le gouvernement canadien a aussi annoncé la création d'un Ombudsman fédéral des anciens combattants. En voici le mandat: sensibiliser le Canada aux besoins et aux préoccupations des anciens combattants, et s'assurer qu'ils reçoivent les services auxquels ils ont droit (qui sont définis dans le nouveau projet de loi sur les anciens combattants). Cet ombudsman sera un agent indépendant du gouvernement, mais il soumettra son rapport annuel au ministre des anciens combattants, rapport que ce dernier déposera au Parlement.

Le Canada ne possède pas d'ombudsman parlementaire en charge de tous les services au plan fédéral.

NOUVEAUX PRÉSIDENTS DU CONSEIL CANADIEN DES OMBUDSMANS PARLEMENTAIRES (CCOP) ET DU FORUM CANADIEN DES OMBUDSMANS (FCO)

M. Bernard Richard, Ombudsman et Avocat de l'enfance et de la jeunesse du Nouveau-Brunswick, a été élu Président du Conseil canadien des ombudsmans parlementaires (CCOP) en mai 2007.

Au cours de la réunion biannuelle du Forum canadien des ombudsmans (FCO) qui s'est tenue à Montréal le 30 mai 2007, M. André Marin (Ombudsman de l'Ontario et Vice-président de l'I.I.O., Région Amérique du Nord) a été élu Président du FCO pour un mandat de deux ans. Ce Forum est une organisation qui représente les bureaux des ombudsmans des secteurs public et privé de tout le Canada. M. Marin remplace M. Richard, Président sortant et Ombudsman et Avocat de l'enfance et de la jeunesse du Nouveau-Brunswick.

NOMINATIONS, DÉPARTS À LA RETRAITE, ANNIVERSAIRES, RÉCOMPENSES, ETC.

ALLEMAGNE – MECKLENBURG- VORPOMMERN

Le 7 décembre 2006, le *Landtag* du Mecklenburg-Vorpommern a élu M. Bernd Schubert au poste d'Ombudsman de cette région. M. Schubert est entré en fonctions le 5 février 2007 pour un mandat de six ans. M. Schubert a une formation d'ingénieur mécanique. De 2002 à janvier 2007, il était député au *Landtag* du Mecklenburg-Vorpommern, et speaker de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) pour les problèmes de sécurité, de drogues et

d'accoutumance, et les affaires juvéniles. M. Schubert était aussi maire de Ducherow depuis 1994.

M. Schubert remplace Mme Heike Lorenz qui avait terminé son mandat.

AUSTRALIE – AUSTRALIE OCCIDENTALE

Arrivée au terme de son mandat, Mme Deirdre O'Donnell a démissionné de son poste de Commissaire parlementaire aux enquêtes administratives (Ombudsman) de l'Australie occidentale. En remplacement de Mme O'Donnell, le Premier ministre de cet état a nommé M. Chris Field pour un mandat de cinq ans débutant le 26 mars 2007. M. Field était membre du Bureau de développement économique de l'Australie occidentale. Il avait été Directeur exécutif du Centre Victorian aux droits des consommateurs. Son expertise dans le domaine de la consommation lui avait valu d'enseigner des universitaires et de siéger à plusieurs conseils d'administration. M. Field détient une Licence en droit (Hons) et une Licence en arts de l'université La Trobe.

AUTRICHE

En Autriche, le Parti du peuple a proposé que Mme Maria Fekter soit sa représentante au Conseil des ombudsmans autrichiens, et le parlement autrichien a élue celle-ci à ce poste. Auparavant, Mme Fekter était la critique de la justice de ce Parti au parlement autrichien. Elle remplace Mme Rosemarie Bauer.

CANADA – ALBERTA

M. Harley Johnson, Ombudsman aux revendications territoriales des Métis de l'Alberta, a terminé son mandat le 1^{er} juin

2007. Avant d'occuper ces fonctions, M. Johnson avait été Ombudsman de l'Alberta et membre du Conseil d'administration de l'I.I.O. M. Gary Jones le remplace au poste d'Ombudsman aux revendications territoriales des Métis.

CANADA – ONTARIO

En mai 2007, la Fondation canadienne des victimes d'actes criminels a décerné une récompense à M. André Marin (Ombudsman de l'Ontario) pour saluer le travail qu'il a accompli en faveur des victimes d'actes criminels, et en particulier pour le rapport qu'il a effectué sur le Conseil de compensation des préjudices criminels de l'Ontario (CICB). Ce rapport, intitulé «Ajouter l'insulte à la blessure», a mis en évidence le piètre mode de fonctionnement du CICB et les délais inacceptables qui en résultaient. Dans ce rapport, M. Marin a proposé 17 recommandations pour remédier à ces manquements.

ESPAGNE – LA RIOJA

Le 26 septembre 2006, c'est à l'unanimité que le parlement régional de la Rioja (Espagne) a élu Mme María Bueyo Díez Jalón au poste de premier Ombudsman de cette région. Elle est entrée en fonctions le 28 décembre 2006 pour un mandat de cinq ans.

Auparavant, Mme Bueyo Díez Jalón était Directrice du Bureau du procureur de la Rioja et membre du Comité consultatif qui préparait les amendements aux Statuts de cette région. Mme Bueyo Díez Jalón a aussi enseigné à l'université de la Rioja et est l'auteur de plusieurs publications.

ÉTATS-UNIS – DAYTON (OHIO)

L'I.I.O. a le regret de vous faire part du décès de Mme Marie D. Ferguson, survenu le 27 mai 2007. De juillet 1992 à mai 1999, Mme Ferguson avait été Ombudsman et Directrice exécutive du Bureau conjoint des plaintes des citoyens de Dayton (Ohio): elle était la troisième personne à occuper ce poste depuis sa création en 1971. Mme Ferguson avait été membre du Conseil d'administration de l'Association des ombudsmans des États-Unis (USOA) de 1993 à 1999, et membre du Conseil d'administration de l'Institut International de l'Ombudsman de 1996 à 1999. Après son départ à la retraite, Mme Ferguson avait été élue membre honoraire de l'USOA en reconnaissance de sa contribution à la profession de l'ombudsman. Nous nous souviendrons de la passion pour la vérité et la justice qui animait Mme Ferguson, et de son grand respect des individus.

HONGRIE

Le Pr Barnabás Lenkovics, Commissaire parlementaire aux droits civils de Hongrie, a dû quitter son poste avant la fin de son mandat de six ans. En effet, le parlement hongrois l'a élu Juge à la Cour constitutionnelle de ce pays, et il est entré en fonctions le 21 avril 2007.

Nous vous donnerons des détails sur son remplacement dans un prochain *Bulletin*.

ÎLES SALOMON

M. Joe Poraiwai est le nouvel Ombudsman des îles Salomon.

ITALIE – VAL D'AOSTE

En Italie, le 20 décembre 2006, le Conseil

de la région autonome du Val d'Aoste a élu M. Flavio Curto au poste d'Ombudsman régional (*Il Difensore Civico*). M. Curto est entré en fonctions le 22 janvier 2007. Depuis 1992, M. Curto avait occupé plusieurs postes au sein de l'administration publique de cette région: Directeur du bureau des transports, Coordinateur du bureau juridique et Coordinateur des bureaux législatifs et juridiques. Il avait aussi été Conseiller de la commune d'Etroubles de 1985 à 2000.

M. Curto remplace Mme Maria Grazia Vacchina qui était parvenue au terme de son mandat.

RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Le 30 janvier 2007, le Conseil national de la République slovaque a réélu M. Pavel Kandrác au poste de Défenseur public des droits de cette république pour un deuxième mandat de cinq ans. M. Kandrác détient une Licence de droit de l'université Comenius de Bratislava (FLCU). Il a occupé le poste de Vice-doyen et de Chef du département de droit criminel à la faculté de Droit de la FLCU. En 1998, M. Kandrác avait été élu membre du Conseil national du parlement de la République slovaque, et il siégeait au Comité de l'éducation, des sciences, de la jeunesse et des sports. Il avait été élu premier Défenseur des droits de la République slovaque en 2001.

ROYAUME-UNI – ÉCOSSE

Le parlement écossais a renouvelé le mandat de la professeure Alice Brown au poste d'Ombudsman des services publics écossais jusqu'en mars 2007.

SLOVÉNIE

Le 20 décembre 2006, le parlement de Slovénie a élu la Pr Zdenka Čebašek-Travnik au poste d'Ombudsman aux droits de l'Homme de ce pays. Elle est entrée en fonctions le 21 février 2007, pour un mandat de six ans. La Pr Čebašek-Travnik était psychiatre, spécialiste des problèmes d'accoutumance. Elle avait été adjointe au Directeur des programmes de formation de l'hôpital psychiatrique universitaire de Ljubljana et professeure dans les facultés des arts et de droit de l'université de Ljubljana. La Pr Čebašek-Travnik a effectué ses études en psychopathologie et en psychothérapie à Zagreb, à l'université Johns Hopkins de Baltimore (É.-U.) et à l'Institut de thérapie familiale de Londres. Elle détient un doctorat de la faculté de médecine de l'université de Ljubljana (1998).

La Pr Čebašek-Travnik remplace M. Matjaz Hanzek qui a terminé son mandat d'Ombudsman aux droits de l'Homme. M. Hanzek avait aussi été membre du Conseil d'administration de l'I.I.O., Région Europe.

SUÈDE

Au milieu du mois de novembre 2006, Mme Kerstin André a été réélue Ombudsman parlementaire de Suède pour un troisième mandat de quatre ans. Elle occupe ce poste depuis 1998. Ses responsabilités comprennent la supervision des services sociaux, du système de santé et de médecine, et du système éducatif. Mme André a aussi siégé au Conseil d'administration de l'I.I.O. Ses collègues sont M. Mats Melin (Ombudsman en chef), et Mme Cecilia Nordenfelt et M. Nils-Olof Berggren (Ombudsmans).

En novembre 2006, M. Jan Pennlöf (Ombudsman parlementaire de 1999 à 2002), quant à lui, a été réélu au poste d'Ombudsman adjoint pour un troisième mandat de deux ans. M. Hans Ragnemalm est l'autre Ombudsman adjoint.

CONGRÈS ET ATELIERS PASSÉS ET À VENIR

LES 12-13 ET 16-17 AVRIL 2007: 10^e
TABLE RONDE DES OMBUDSMANS
EUROPÉENS ET CONGRÈS
CÉLÉBRANT LE 10^e ANNIVERSAIRE
DE L'INSTITUTION DE
L'OMBUDSMAN EN GRÈCE –
ATHÈNES (GRÈCE)

La 10^e table ronde des ombudsmans européens a eu lieu à Athènes les 12 et 13 avril 2007, sous l'égide du professeur Giorgos Kaminis (Ombudsman de Grèce) et de M. Thomas Hammarberg (Commissaire des droits de l'Homme du Conseil de l'Europe). Elle a réuni une cinquantaine de personnes, dont tous les ombudsmans et directeurs des commissions nationales des droits de l'Homme du Conseil de l'Europe. Son excellence le Pr Karolos Papoulias, Président de Grèce, a procédé à l'ouverture de cet événement, et M. Prokopis Pavlopoulos, Ministre des affaires internes, à sa clôture. Cette table ronde a étudié le nouveau rôle que doivent jouer le Commissaire aux droits de l'Homme et les ombudsmans nationaux: en effet, l'entrée en vigueur du Quatorzième Protocole de la Convention européenne des droits de l'Homme a entraîné des modifications dans la procédure à suivre devant la Cour européenne des droits de l'Homme de Strasbourg. Ce Protocole stipule que les ombudsmans nationaux doivent désormais pouvoir évaluer l'applicabilité des recours

individuels devant cette Cour. Ils devront aussi donner leur opinion sur toutes les questions concernant des violations des droits de l'Homme devant la Cour européenne des droits de l'Homme elle-même.

Le congrès célébrant le 10^e anniversaire de l'institution de l'ombudsman en Grèce s'est aussi tenu à Athènes, les 16 et 17 avril. Le professeur Kaminis (Ombudsman de Grèce) en a prononcé l'allocution inaugurale au nom de Mme Anna Benaki-Psarouda (Présidente du parlement grec) qui était dans l'impossibilité de participer à cette cérémonie. Une des sessions de ce congrès a porté sur les discussions qui ont lieu actuellement au parlement grec, où la loi sur l'ombudsman grec vient d'être adoptée. D'autres sessions ont porté sur l'institution grecque de l'ombudsman, et des spécialistes en droit et en sciences politiques ont présenté des communications (entre autres, le professeur Nikiforos Diamandouros, premier Ombudsman de Grèce et Médiateur de l'Union européenne).

DU 26 AU 28 AVRIL 2007: 10^e CONGRÈS ANNUEL DE L'ASSOCIATION DES OMBUDSMANS D'ASIE (AOA) – HANOÏ (VIETNAM)

Le 10^e Congrès annuel de l'Association des ombudsmans d'Asie (AOA) s'est tenu du 26 au 28 avril 2007 à Hanoï (Vietnam), sous l'égide de l'Inspecteur gouvernemental du Vietnam (GIV). Le 26 avril, M. Truong Vinh Trong, Premier ministre adjoint du Vietnam, a effectué le discours inaugural. Ce congrès a réuni 120 représentants nationaux et internationaux (AOA, I.I.O., ASEAN et agences d'inspection de l'Europe du nord).

DU 28 AU 29 MAI 2007: 3^e CONGRÈS BIANNUEL DU FORUM CANADIEN DES OMBUDSMANS – MONTRÉAL (QUÉBEC)

Le 3^e congrès biannuel du Forum canadien des ombudsmans s'est tenu du 28 au 29 mai 2007 au centre des congrès et à l'hôtel *Holiday Inn Select Downtown* de Montréal (Québec). Le thème en était «Résoudre des problèmes universels à l'aide de solutions spécifiques». Des ateliers optionnels avaient été organisés le 27 mai.

DU 11 AU 14 JUIN 2007: COURS DE FORMATION DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES OMBUDSMANS (IOA) – BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT, TUNIS (TUNISIE)

Du 11 au 14 juin 2007, l'Association internationale des ombudsmans (IOA) organisera le cours de formation «Ombudsman 101», ainsi que plusieurs cours spécialisés («L'ombudsman et son rôle de soutien», «Aider les citoyens à faire connaître leurs doléances» et «L'ombudsman sur le terrain») dans les locaux de la Banque africaine de développement de Tunis (Tunisie). Pour complément d'information, consultez le site: www.ombudsassociation.org, ou envoyez un courriel à l'adresse : info@ombudsassociation.org.

DU 16 AU 20 JUILLET 2007: COURS DE FORMATION DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES OMBUDSMANS (IOA) – SEATTLE (WASHINGTON, É.-U.)

Du 16 au 20 juillet 2007, c'est à l'hôtel *Red Lion Hotel on Fifth Avenue* de Seattle (Washington, É.-U.) que l'Association

internationale des ombudsmans (IOA) organisera le cours de formation «Ombudsman 101», ainsi que plusieurs cours spécialisés: «Ombudsman 101PLUS», «Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les questions juridiques dans le quotidien des ombudsmans» et «Évaluer l'efficacité des bureaux d'ombudsmans». Pour complément d'information, consultez le site Internet: www.ombudsassociation.org, ou envoyez un courriel à l'adresse: info@ombudsassociation.org.

PUBLICATIONS DE L'I.I.O.

VOLUME 8 (2004) DU *RECUEIL ANNUEL DES PUBLICATIONS*

Le volume 8 (2004) du *Recueil annuel des publications* a été complété et envoyé à l'imprimerie. Vous devriez en recevoir un exemplaire à la fin du mois de mai ou en juin 2007. Voici la liste des articles inclus dans ce recueil: «L'ombudsman et la primauté du droit» par John McMillan, «Le rôle des tribunaux administratifs et des ombudsmans en France et à Malte: Étude de deux systèmes différents» écrit par Cécile Plaidy et Ivan Mifsud, «L'ombudsman et la médiation administrative: Rencontre avec l'inter-normativité» par Marie-José Chidiac, «Les défis des ombudsmans du Pacifique-Sud: Promesses de développement et de bonne gouvernance» par 'Dejo Olowu, «Un ombudsman pour les prisonniers» par Stephen Shaw, «L'ombudsman engagé: Moralité, activisme et justice administrative» par Gregory J. Levine, et «Quel devrait être l'objectif premier de l'institution de l'ombudsman? Trouver une solution aux plaintes du public et protéger les droits de la personne ou lutter contre la corruption: Les cas de l'Asie du Sud et du

Commonwealth des Caraïbes» par Najmul Abedin.

VOLUME 9 (2005) DU *RECUEIL ANNUEL DES PUBLICATIONS*

La préparation du volume 9 du *Recueil annuel des publications* est en bonne voie: nous en terminerons l'édition pendant l'été et pensons l'envoyer à l'imprimerie en septembre. Vous devriez donc en recevoir un exemplaire à la fin de 2007 ou au début de 2008. Vous trouverez également dans ce volume l'imposante bibliographie (également disponible sur le site Internet de l'I.I.O.) que Mme Heather Grab et la professeure Linda C. Reif ont réunie au sujet de l'institution de l'ombudsman (citations, articles et chapitres d'ouvrages). Voici les articles déjà acceptés pour ce volume 9: «Les ombudsmans et la satisfaction du public: Observations sur les rapports entre juridiction, résultats et satisfaction» par Frank Fowlie, «L'ombudsman: Proposition de conceptualisation» (bilingue, français-anglais) par Rhita Boust, et «Droits de l'Homme et migration au Mexique: Quelques expériences de la Commission nationale des droits de l'Homme» (bilingue, espagnol-anglais) par le Pr José Luis Soberanes.

NOUVELLES COORDONNÉES POSTALES ET ÉLECTRONIQUES DES BUREAUX D'OMBUDSMANS/ MODIFICATIONS AU RÉPERTOIRE DE L'I.I.O.

ARMÉNIE

Voici la nouvelle adresse et les nouveaux numéros de téléphone et de télécopieur du défenseur des droits de l'Homme de l'Arménie:

Human Rights Defender
Yerevan, 0002 Pushkin 56a
Arménie
Tél.: +37410538842
Télécop.: +37410530262

L'adresse Internet/courriel demeure inchangée.

AUTRICHE

Voici le numéro de téléphone et l'adresse Internet de l'ombudsman d'Autriche:

Tél.: 43-1-51505
Site Internet:
<http://www.volksanwaltschaft.gv.at>

ÎLES SALOMON

Voici le nouveau numéro de télécopieur de l'ombudsman des îles Salomon: 677-28626.
Les adresses postale et courriel et le numéro de téléphone demeurent inchangés.

MACÉDOINE

Voici les coordonnées du bureau de l'ombudsman de Macédoine:

Public Attorney/Ombudsman
M. Idzet Memeti
ul. "Dimitrija Cuposki" br. 2
MK - 1000 Skopje, Macédoine
Tél.: 389-23129-335
Télécop.: 389-23129-359
Courriel: skopje@ombudsman.mk
Site Internet :
<http://www.ombudsman.mk/default.aspx?LAN=EN>

MALTE

Voici l'adresse courriel de l'ombudsman parlementaire de Malte:

office@ombudsman.org.mt.

NOUVELLES, ARTICLES, ETC. POUR PUBLICATION PAR L'I.I.O.

Nous vous encourageons à nous faire parvenir toutes les nouvelles que vous désirez faire inclure dans un prochain numéro de ce *Bulletin*, ainsi que tous les articles, manuscrits et communications que vous aimeriez voir paraître dans la série *Publications occasionnelles/Occasional Papers* ou dans le *Recueil annuel des publications/The International Ombudsman Yearbook*. La rédactrice en chef est particulièrement intéressée à recevoir des articles pour le volume 10 (2006) du *Recueil annuel des publications*, et des nouvelles pour le numéro de septembre 2007 du *Bulletin*. Nous remercions ceux et celles qui nous expédient régulièrement des informations sur les nominations, les départs à la retraite, etc.

Veuillez prendre note que tous les articles soumis pour publication dans le *Recueil annuel* sont examinés de manière anonyme par notre Conseil consultatif de publication.

Veuillez expédier tous vos documents à:

Professeure Linda C. Reif
Rédactrice en chef
Institut International de l'Ombudsman
Faculté de Droit, Université de l'Alberta
Edmonton, Alberta, T6G 2H5
CANADA
Tél.: (780) 492-2800
Télécop.: (780) 492-4924
Courriel: lreif@law.ualberta.ca